

Présidentielle : pour une enquête approfondie sur chaque candidat



Bienvenue sur le site de télédéclaration de la
Haute Autorité pour la transparence de la vie publique

Tout citoyen qui s'est tenu informé des élections présidentielles est aujourd'hui convaincu au moins d'une chose : les dés sont pipés. Même ceux qui n'ont pas encore compris l'énorme manipulation de diabolisation du FN en sont conscients. Je pense qu'il faut s'efforcer de tirer la leçon positive du lamentable exemple de subornation des électeurs que nous donnent les pouvoirs politiques, médiatiques et judiciaires.

La question pourrait se résumer ainsi : faut-il s'indigner du harcèlement juridique et médiatique contre Fillon (ce pourrait être bientôt contre Marine), ou au contraire de l'inertie de la justice et des pouvoirs en place devant la liste impressionnante des soupçons graves à l'encontre de Macron ? Notons au passage que celui-ci arrive aussi à siphonner les soutiens socialistes qui n'hésitent pas à abandonner leur propre candidat, pourtant élu ! C'est leur sens du respect des électeurs.

Je suggère donc que soit définie une règle absolue : tout

candidat à l'élection présidentielle sera soumis à une enquête approfondie, à l'image de ce qui est fait vis-à-vis de Fillon à l'heure actuelle. Ce qui signifie de vérifier ses comptes et ceux de ses proches, ses collaborateurs, ses relations et tout particulièrement ses soutiens, ses cadeaux, ses déplacements et rendez-vous, la gestion qu'il a été amené à faire de toute affaire publique, les marchés qu'il a conclus et les frais qu'il a réglés avec de l'argent public, en passant en revue son passé sur une quinzaine d'années. Ainsi pourrions-nous espérer avoir une idée de l'honnêteté de chaque candidat.

Cette règle aurait de nombreux et importants avantages :

Elle éviterait les dénonciations, faites au moment opportun, dans un but évident, à l'encontre de tel ou tel candidat gênant pour certains qui détiennent quelques pouvoirs.

Elle éviterait les fuites en provenance de fonctionnaires ou d'instances gouvernementales en vue précisément de déclencher ces dénonciations.

Elle éviterait l'asymétrie flagrante de traitement médiatique et judiciaire entre divers candidats.

Elle neutraliserait ainsi un des moyens les plus efficaces dont disposent les groupes de pressions qui par leurs actions parviennent à éliminer certains candidats et diriger le vote populaire vers celui de leur choix.

Elle conduirait ceux qui envisagent de prétendre à cette fonction suprême à se montrer très vigilants sur le respect de la déontologie, car il est quasi impossible de tout masquer pendant 15 ans, il y a toujours des traces ou des fuites.

Tous les écarts relevés par ces enquêtes seraient révélés au grand public, sans que puisse être évoqué l'argument actuellement exposé par l'HATVP (la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie publique) qui refuse de fournir les détails sur la déclaration plus que douteuse de patrimoine d'Emmanuel Macron au titre que les fonctionnaires qui doivent faire respecter la transparence sont soumis au secret professionnel ! Ainsi c'est au nom de la transparence que l'on nous masque les informations les plus significatives ! Autrement dit il n'y a aucune transparence vis-à-vis du

peuple.

Certains 'écarts' seraient définis à l'avance comme étant éliminatoires, les autres étant connus de tous les citoyens, ceux-ci pourraient faire leur choix en connaissance de cause.

Bien entendu il convient de préciser que lesdites enquêtes devraient se faire dans le strict respect de l'objectivité. Pour ce faire, les enquêteurs et juges auraient l'obligation, sous peine de sanctions majeures, de répondre aux demandes d'éclaircissement qui leur seraient adressées, avec possibilité de vérification des données de base par tout citoyen justifiant d'une pétition ayant rassemblé 10 000 signatures en appui de ses questions.

Cette règle pourrait par la suite s'étendre à d'autres postes politiques et aussi de hauts fonctionnaires, ouvrant ainsi progressivement la porte à une moralisation de la vie politique et à des élections moins manipulées donc un peu plus démocratiques.

Raymond Riche